

## Contrat de Service de Fibre Optique Passive pour le Raccordement de Sites Publics et Entreprises (Ligne FTTO)

Entre

Auvergne Numérique, Régie au capital de 1 115 000 €, immatriculée au RCS de Clermont-Ferrand sous le numéro 798 020202, dont le siège est situé 59 boulevard Léon Jouhaux - CS 90706 - 63050 CLERMONT-FERRAND Cedex 2,

représentée par sa Directrice, Sophie ROGNON, dûment habilitée à la signature des présentes,

ci-après dénommée « Régie Auvergne Numérique »

d'une part,

et

la société,

Domiciliée aux fins des présentes à  
dûment habilitée à cet effet,

. Représentée par

,

,

ci-après, dénommée « l'Usager »,

d'autre part,

ci-après dénommées ensemble les « Parties » ou individuellement la « Partie »,

il est convenu ce qui suit :

# table des matières

article 1 - Préambule .....	4
article 2 - Définitions .....	4
article 3 - Objet .....	7
article 4 - Documents contractuels .....	7
article 5 - Prestations fournies par la Régie Auvergne Numérique .....	7
5.1 Caractéristiques du Service .....	7
5.2 Mesure de réflectométrie .....	8
5.3 Commandes et mise à disposition du Service .....	8
5.3.1 Guichet de traitement des commandes .....	8
5.3.2 Commande d'étude de faisabilité et de disponibilité par l'Usager .....	9
5.3.3 Retour d'étude de faisabilité par la Régie Auvergne Numérique .....	9
5.3.4 Commande ferme de l'Usager .....	10
5.3.5 Mise à disposition de la Ligne FTTO .....	10
5.3.6 Non-respect de la date convenue de mise à disposition de la Ligne FTTO .....	11
5.4 Service Après Vente .....	11
5.4.1 Maintenance préventive .....	12
5.4.2 Maintenance curative .....	12
article 6 - Durée .....	15
6.1 Durée du Contrat .....	15
6.2 Durée de la mise à disposition de la Ligne FTTO, condition suspensive et modifications ..	15
6.2.1 Durée .....	15
6.2.2 Condition suspensive à la prise en compte des demandes d'études de faisabilité des Lignes FTTO .....	15
article 7 - Dispositions financières .....	15
7.1 Structure tarifaire .....	15
7.1.1 Étude de faisabilité .....	15
7.1.2 Frais de mise en service .....	16
7.1.3 Redevances .....	16
7.1.4 Prestation complémentaire de maintenance étendue .....	16
7.1.5 Prestation complémentaire de réflectométrie .....	16
7.1.6 Signalisation Transmise à Tort .....	16
7.2 Évolution des prix .....	16
7.3 Modalités de facturation .....	17
7.3.1 Modalités de facturation des redevances dues au titre de la mise à disposition et de la maintenance .....	17
7.3.2 Modalités de facturation des frais de mise en service .....	17
7.3.3 Modalités de facturation des frais d'étude de faisabilité .....	17
7.3.4 Modalités de facturation des frais de Signalisation Transmise à Tort .....	18
7.3.5 Modalités de facturation des redevances forfaitaires de la prestation complémentaire de maintenance étendue .....	18
7.3.6 Modalités de facturation de la prestation complémentaire de réflectométrie .....	18
7.4 Paiement .....	18
7.5 Renseignements et réclamations sur les factures .....	19
7.5.1 Principes .....	19
7.5.2 Modalités de mise en œuvre .....	19
7.6 Garanties financières .....	20
7.6.1 Principe .....	20
7.6.2 Type de garantie financière .....	20
7.6.3 Calcul de la garantie financière .....	20
7.6.4 Conséquences de la non-fourniture de la garantie financière .....	20
7.6.5 Mise en œuvre de la garantie financière .....	21
article 8 - Modifications des conditions de mise à disposition .....	21
article 9 - Responsabilités -Assurance .....	21
9.1 Responsabilité de la Régie Auvergne Numérique .....	21

9.2	Responsabilité de l'Usager .....	22
9.3	Assurance .....	22
article 10 -	Force majeure.....	23
article 11 -	Résiliation .....	23
11.1	Résiliation d'une Ligne FTTO pour cause de fermeture de NRO .....	23
11.2	Résiliation d'une Ligne FTTO pour cause de voirie .....	23
11.3	Résiliation du Contrat par l'une ou l'autre des parties .....	23
11.4	Résiliation d'une Ligne FTTO sur demande de l'Usager .....	24
11.5	Résiliation du Contrat pour non respect des obligations de la Régie Auvergne Numérique.....	24
11.6	Résiliation de Contrat pour non respect des obligations de l'Usager .....	24
article 12 -	Effet de la résiliation .....	25
article 13 -	Cession – sous location.....	25
article 14 -	Confidentialité .....	25
article 15 -	Litiges .....	26
article 16 -	Évolution .....	26
article 17 -	Droit de jouissance .....	26
article 18 -	Contrat de Partenariat .....	27
Annexe 1 –	Prix .....	28
Annexe 2 –	Pénalités.....	29
Annexe 3 –	Bon de commande .....	31
Annexe 4 –	Points de contact.....	32
Annexe 5 –	Spécifications Techniques d'Accès au Service.....	33
Annexe 6 –	Garantie à première demande bancaire .....	34
Annexe 7 –	Garantie à première demande société mère .....	36
Annexe 8 –	Liste des Nœuds de Raccordement Optique.....	38

## article 1 - Préambule

Après une étude de faisabilité pour la mise en œuvre sur le territoire régional d'un projet de service public de télécommunications, la Région d'Auvergne a lancé, par délibération des sessions du 20 et 21 Juin 2011, une procédure de dialogue compétitif en vue d'un Partenariat Public Privé (ci-après dénommé « contrat PPP » ou « PPP ») destinée à la mise en place et l'exploitation d'un Réseau de communications électroniques à très haut débit. Le PPP porte, conformément aux dispositions de l'article L. 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, sur la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'un Réseau de communications électroniques à très haut débit ainsi que sur l'assistance de la Régie Auvergne Numérique à la commercialisation.

Le contrat PPP a été signé le 17 Juillet 2013 entre la Région Auvergne et Orange, et l'exécution du PPP a été transférée d'une part à la Régie autonome à personnalité morale – Auvergne Numérique – et d'autre part à la Société de projet, Auvergne Très Haut Débit par un avenant n° 1 également signé le 17 juillet 2013. La Régie Auvergne Numérique a ainsi notamment confié pour la durée des 24 ans du PPP à la société Auvergne Très Haut Débit l'assistance à la commercialisation des services objet du présent « Contrat de Service de Fibre Optique Passive pour le Raccordement de Sites Publics et Entreprises (Ligne FTTO) ».

A ce titre, les obligations de la Régie Auvergne Numérique décrites dans le présent contrat pourront le cas échéant être exécutées par les représentants d'Auvergne Très Haut Débit (ATHD) qui sera l'interlocuteur technique pour le compte de la Régie Auvergne Numérique.

Dans le cadre du PPP, la Régie Auvergne Numérique propose aux Usagers un Service de Fibre Optique Passive pour le Raccordement de Sites Publics et Entreprises (Ligne FTTO).

En considération de quoi les Parties sont convenues de ce qui suit :

## article 2 - Définitions

Avis de Clôture d'Incident : compte rendu émis par la Régie Auvergne Numérique pour notifier à l'Usager le traitement et la clôture de la signalisation.

Difficultés Exceptionnelles de Construction (DEC) :

- 1). Définition des contraintes géographiques particulières :
  - accès réglementé ou interdiction de passage ;
  - site protégé (parcs naturels par exemple) ;
  - obstacles naturels à traverser ou à contourner (accidents de terrain ou cours d'eau par exemple) ;
  - configurations architecturales spéciales (châteaux, parkings, caves, clochers, phares ou usines par exemple).
- 2). Définition des cas où la mise en œuvre de moyens spéciaux est nécessaire :
  - démolition d'ouvrage de plus de 40 cm d'épaisseur, ou de plus de 15 cm dans le cas d'un ouvrage en béton.

Jour et heures ouvrables : du lundi au samedi (hors jours fériés) de 8 heures à 18 heures.

Jour et heures ouvrés : du lundi au vendredi (hors jours fériés) de 8 heures à 18 heures.

Ligne FTTO :paire de fibres optiques passives entre un Site et un NRO

Nœud de Raccordement Optique FTTO (Fiber to the office) (NRO FTTO ou NRO) : abri (shelter ou armoire) appartenant au Réseau de la Régie Auvergne Numérique installé en domaine public dans lequel sont installées des infrastructures permettant de fournir le Service.

Opérateur ou Opérateur de communications électroniques : toute personne physique ou morale exploitant un Réseau de communications électroniques ouvert au public ou fournissant au public un service de communications électroniques (selon l'article L 32.15° du Code des postes et communications électroniques).

PEO : Protection d'Épissure Optique. Mini répartiteur optique situé dans une infrastructure externe (par exemple chambre de la Régie Auvergne Numérique)

Point de livraison : élément physique sur lequel aboutit une extrémité d'une Ligne FTTO représentant la limite de responsabilité de la Régie Auvergne Numérique pour la fourniture du Service à l'extrémité considérée.

Point de raccordement : désigne une chambre du Réseau ou un site d'hébergement du Réseau.

Les points de raccordement sont :

- les Répartiteurs Optiques situés à l'intérieur des sites d'hébergement du Réseau de la Régie Auvergne Numérique,
- les Protections d'Épissures Optique (PEO) installées dans une chambre du Réseau de la Régie Auvergne Numérique situées à proximité immédiate d'une chambre 0 de NRA ORANGE,
- les PEO installées dans une chambre du Réseau de la Personne publique Auvergne situées à l'entrée des ZA,
- les PEO installés dans la chambre du Réseau de la Régie Auvergne Numérique la plus proche desservant un Site Public ou entreprise.

Réseau ou Réseau de la Régie Auvergne Numérique : désigne l'ensemble des fibres optiques, des infrastructures et des ouvrages constitutifs du réseau de communications électroniques exploité par la Régie Auvergne Numérique permettant la fourniture du Service objet du Contrat.

Service : service de Fibre Optique Passive pour le Raccordement de Sites Publics et Entreprises, objet du présent Contrat.

Site : Site Distant ou Site Standard.

Site Distant : site Public ou Entreprise localisé dans une commune FTTO, mais hors de l'emprise de la Zone Forfaitaire du NRO FTTO de rattachement de la commune considérée, que l'Usager souhaite raccorder au moyen d'une Ligne FTTO.

Site Public : adresse géographique d'une mairie, d'une école, d'un collège, lycée...etc

Site(s) Standard(s) : adresse géographique, correspondant :

- aux locaux des Sites Publics,
- aux locaux d'Entreprises.

Un site Standard est localisé dans l'emprise de la Zone Forfaitaire d'un NRO FTTO avec infrastructures mobilisables.

STAS : Spécifications Techniques d'Accès au Service.

Usager : désigne tout Opérateur, Fournisseur d'Accès à Internet (FAI) souscrivant au Service, fourni au titre du Contrat par la Régie Auvergne Numérique.

Utilisateur : (au sens de l'article L.1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales) : désigne les exploitants de réseaux indépendants relevant de l'article L.33-2 et L.33-3 du Code des Postes et Communications Électroniques c'est-à-dire de réseaux de télécommunications réservés, selon le 4° de l'article L.32 du Code des Postes et Communications Électroniques qui définit un réseau indépendant comme « un réseau de communications électroniques réservé à l'usage d'une ou plusieurs personnes constituant un groupe fermé d'utilisateurs, en vue d'échanger des communications internes au sein de ce groupe »

Zone Arrière d'un NRO FTTO : zone géographique qui comprend les communes desservies par le NRO FTTO.

Zone Forfaitaire d'un NRO FTTO : zone incluse dans l'emprise de la Zone Arrière d'un NRO FTTO et disposant d'infrastructures mobilisables pour laquelle le tarif du raccordement au Service est forfaitaire. La liste des communes FTTO et la description des zones arrière de NRO FTTO est disponible, à titre informatif, à l'adresse internet suivante : [www.auvergnetreshautdebit.com](http://www.auvergnetreshautdebit.com), dans la rubrique « opérateur » à accès réservé aux Opérateurs Usagers. Les informations contenues sur ce site Internet n'ont pas de valeur contractuelle au titre du présent contrat

## **article 3 - Objet**

Le présent contrat (ci-après, le Contrat) a pour objet d'encadrer les modalités de fourniture par la Régie Auvergne Numérique à l'Usager d'un service de « Fibre Optique Passive pour le Raccordement de Sites Publics et Entreprises » (ci-après, le Service).

Le Service consiste en la fourniture par la Régie Auvergne Numérique à l'Usager d'une (ou plusieurs) Ligne FTTO entre un Site et un Nœud de Raccordement Optique de la Régie Auvergne Numérique dans les conditions décrites au Contrat.

L'Usager pourra demander à bénéficier d'une option de maintenance étendue du Service dans les conditions décrites au Contrat.

Chaque Ligne FTTO est constituée d'une paire de fibres optiques.

Le Service s'adresse aux Usagers ayant souscrit au « Service d'Hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique pour les Lignes FTTO du Réseau de la Régie Auvergne Numérique ».

## **article 4 - Documents contractuels**

Le Contrat se compose du présent document et de ses annexes :

- annexe 1 : Prix
- annexe 2 : Pénalités
- annexe 3 : Bon de commande
- annexe 4 : Points de contact
- annexe 5 : Spécifications Techniques d'Accès au Service (STAS)
- annexe 6 : Garantie à première demande bancaire
- annexe 7 : Garantie à première demande société mère
- annexe 8 : Liste indicative des NRO

En cas de contradiction entre le corps du Contrat et ses annexes, les Parties conviennent de donner priorité au corps du Contrat.

## **article 5 - Prestations fournies par la Régie Auvergne Numérique**

### **5.1 Caractéristiques du Service**

La Ligne FTTO mise à disposition de l'Usager par la Régie Auvergne Numérique au titre des présentes, est constituée d'une paire de fibres optiques dédiée à l'Usager, entre deux Points de livraison, localisés respectivement :

- sur un Site Standard ou un Site Distant, indiqué par l'Usager dans le modèle de bon de commande, fourni en annexe 3 des présentes,
- dans un NRO FTTO de la Régie Auvergne Numérique.

Chaque commande de Ligne FTTO fait l'objet d'une étude de faisabilité préalable à sa mise à disposition, telle que définie à l'article 5.3.2.

Les conditions techniques dans lesquelles le Service est fourni à l'Usager sont décrites dans les Spécifications Techniques d'Accès au Service (STAS), fournies en annexe 5 des présentes.

La fourniture par la Régie Auvergne Numérique du Service à l'Usager au titre des présentes est conditionnée par la réalisation d'une étude de faisabilité et la disponibilité d'infrastructures mobilisables sur la zone géographique couverte par la Régie Auvergne Numérique, au jour du retour d'étude de faisabilité, visé à l'article 5.3.3 ci-après.

L'adduction et la pose de chemins de câbles sur le domaine privé (desserte interne d'un site client final) sont de la responsabilité de l'Usager.

La demande de desserte de Site Standard visée au présent article, fera l'objet d'une étude de faisabilité, dans les conditions définies à l'article 5.3.2, précisant les Points de Livraison de la Ligne FTTO.

La demande de raccordement de Site Distant visée au présent article, fera l'objet d'une étude de faisabilité, dans les conditions définies à l'article 5.3.2 et donnera lieu à un devis communiqué dans le retour d'étude de faisabilité, dont l'acceptation expresse par l'Usager constitue un préalable à la mise en œuvre de la prestation, visée au présent article.

## **5.2 Mesure de réflectométrie**

La Régie Auvergne Numérique propose à titre optionnel et selon les modalités tarifaires visées en annexe 1, une prestation de mesure de réflectométrie, sur demande de l'Usager lorsque ce dernier estime qu'il y a un dysfonctionnement.

La prestation consiste à fournir à l'Usager les résultats d'un ensemble de mesures standard effectuées par la Régie Auvergne Numérique sur la Ligne FTTO :

- mesures de réflectométrie à 1310 nm et 1550 nm ;
- mesures de PMD (dispersion de mode de polarisation) ;
- mesures de dispersion chromatique.

Ces mesures permettent d'évaluer :

- la continuité optique des Ligne FTTO ;
- l'affaiblissement linéique des Ligne FTTO ;
- la régularité de transmission des Ligne FTTO (changements de pente, contraintes, sauts, ondulations) ;
- l'affaiblissement des connecteurs et des épissures ;
- la réflectance des connecteurs et des épissures en ligne ;
- le bilan optique de la longueur de câble installée pour la liaison construite.

## **5.3 Commandes et mise à disposition du Service**

### **5.3.1 Guichet de traitement des commandes**

La Régie Auvergne Numérique met en place un guichet unique de traitement des commandes, accessible les Jours ouvrés de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00. Les coordonnées de ce guichet unique sont décrites en annexe 4 du présent Contrat.

Réciproquement, l'Usager met en place un guichet unique, point de contact du guichet précité de la Régie Auvergne Numérique et dont les coordonnées sont précisées par l'Usager en annexe 4 du présent Contrat.



L'Usager s'engage à ne pas divulguer les coordonnées du guichet de traitement de la Régie Auvergne Numérique à des services pour lesquels ils ne sont pas nécessaires et en tout état de cause à ses clients finals.

Les Parties conviennent expressément de s'informer par courrier électronique aux adresses de courrier électronique visées en annexe 4 à tout moment, de tout changement des coordonnées sans autre formalisation. Ces changements ne pourront en aucun cas constituer un motif de résiliation du présent Contrat.

### **5.3.2 Commande d'étude de faisabilité et de disponibilité par l'Usager**

Chaque commande est effectuée par l'Usager au moyen du bon de commande spécifique dont un modèle est joint en annexe 3 du présent Contrat et transmise à la Régie Auvergne Numérique par courrier électronique.

La commande d'étude de faisabilité est prise en compte à la date d'envoi par la Régie Auvergne Numérique de l'accusé de réception de la commande d'étude de faisabilité par courrier électronique. Toute commande d'étude de faisabilité incomplète ou non conforme au modèle figurant en annexe 3 du Contrat sera automatiquement rejetée sans frais pour l'Usager.

L'Usager ne peut effectuer plus de dix (10) commandes d'études de faisabilité par mois calendaire. Toute commande d'étude de faisabilité au-delà de cette limite sera automatiquement rejetée sans frais pour l'Usager, sauf dans le cas de commandes groupées qui auront fait l'objet d'une négociation préalable avec la Régie Auvergne Numérique portant sur les modalités et délais de traitement.

### **5.3.3 Retour d'étude de faisabilité par la Régie Auvergne Numérique**

La Régie Auvergne Numérique s'engage à étudier par ordre d'arrivée les dix (10) premières commandes d'études de faisabilité pour l'ensemble des Usagers, par mois calendaire, dans la limite des 10 commandes par Usager.

L'ordre d'arrivée est établi à partir de la date et l'heure de réception du courrier électronique afférent à chaque commande.

En cas de pluralité d'Usagers et si le nombre de commandes pour l'ensemble des Usagers excèdent dix (10), La Régie Auvergne Numérique les traitera par ordre d'arrivée dans les meilleurs délais. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux commandes groupées définies à l'article 5.3.2.

La Régie Auvergne Numérique s'engage à réaliser toute étude de faisabilité dans un délai de :

- dix Jours ouvrés à compter de la date de l'accusé de réception de la commande d'étude de faisabilité complète dans le cas de Site Standard pré raccordé à l'infrastructure optique du réseau de la Régie Auvergne Numérique
- quinze Jours ouvrés à compter de la date de l'accusé de réception de la commande d'étude de faisabilité complète dans le cas de Sites non pré raccordés, hors cas de Difficulté Exceptionnelle de Construction, à compter de la date de réception de la commande d'étude de faisabilité par la Régie Auvergne Numérique. En cas de Difficulté Exceptionnelle de Construction, La Régie Auvergne Numérique en informe l'Usager dès qu'elle en a connaissance.

Dans le cas où la commande d'étude de faisabilité adresse un raccordement de Sites Distants, La Régie Auvergne Numérique se réserve le droit de refuser le raccordement des Sites Distants situés au-delà de 2 km à vol d'oiseau d'un Point de raccordement afin d'optimiser la gestion des ressources de la Régie Auvergne Numérique.

Les points de raccordement sont :

- le Répartiteur Optique situé à l'intérieur du NRO FTTO du réseau de la Régie Auvergne Numérique
- le bandeau optique situé dans un Site Standard ou un Site Distant.

L'étude de faisabilité d'un raccordement de Site Distant précise le délai indicatif de Mise à Disposition de la Ligne FTTO.

Dans l'hypothèse où l'étude commandée à la Régie Auvergne Numérique démontre la faisabilité et la disponibilité de la mise à disposition d'une Ligne FTTO, le retour d'étude de faisabilité précisera pour chaque Ligne FTTO :

- les extrémités de la Ligne FTTO;
- la longueur en mètres de la Ligne FTTO;
- le tarif applicable à la Ligne FTTO objet de l'étude de faisabilité, calculée selon les modalités définies en annexe 1;
- les modalités de livraison pour chaque extrémité de la Ligne FTTO;
- les caractéristiques techniques de la Ligne FTTO (conformément aux STAS), et notamment son affaiblissement théorique;
- la date prévisionnelle de mise à disposition de la Ligne FTTO, proposée dans la limite du délai standard, visé à l'article 5.3.5, hors prestation complémentaire de prolongement de la Ligne FTTO.

Le retour d'étude de faisabilité est envoyé par courrier électronique au guichet unique point de contact de l'Usager tel que décrit à l'article 5.3

La Régie Auvergne Numérique s'engage à réserver, au bénéfice de l'Usager, les Lignes FTTO ayant fait l'objet d'un retour d'étude de faisabilité positif, pendant un (1) mois calendaire à compter de la date du courrier électronique de retour d'étude. Au-delà de cette durée, en l'absence de commande ferme par l'Usager des Lignes FTTO ainsi réservées, la Régie Auvergne Numérique ne sera plus tenue de réserver les Lignes FTTO objet de l'étude de faisabilité et pourra l'affecter librement à d'autres besoins.

#### **5.3.4 Commande ferme de l'Usager**

Toute commande ferme incomplète ou non conforme au modèle de bon de commande figurant en annexe 3 du Contrat sera automatiquement rejetée par la Régie Auvergne Numérique sans frais pour l'Usager.

L'Usager peut adresser des commandes fermes dans la limite de dix (10) par mois calendaire, sauf dans le cas de commandes groupées qui auront fait l'objet d'une négociation préalable avec la Régie Auvergne Numérique portant sur les modalités et délais de traitement, au moyen du bon de commande dont le modèle est joint en annexe 3 du Contrat, par courrier électronique pendant toute la durée de réservation de la Ligne FTTO définie à l'article 5.3.3 à l'adresse mentionnée en annexe 4.

La date prévisionnelle de mise à disposition proposée dans le retour d'étude de faisabilité devient la date, convenue avec l'Usager, de mise à disposition au jour de la réception par la Régie Auvergne Numérique de la commande ferme de l'Usager. Dans l'éventualité où la date proposée par la Régie Auvergne Numérique ne conviendrait pas à l'Usager, une nouvelle date sera proposée par la Régie Auvergne Numérique en concertation avec l'Usager dans la limite du délai standard visé à l'article 5.3.5 et notifiée par courrier électronique.

Les conditions de mise à disposition des Lignes FTTO sont celles précisées en retour d'étude de faisabilité. Le passage de commande ferme par l'Opérateur vaut accord pour lesdites conditions.

Toute commande d'étude de faisabilité non suivie d'une commande ferme dans le délai de réservation d'une Ligne FTTO d'un (1) mois calendaire visé à l'article 5.3.3 sera facturée à l'Usager dans les conditions de l'article 7.1.1 du Contrat.

#### **5.3.5 Mise à disposition de la Ligne FTTO**

Le délai maximal de mise à disposition de la (ou des) Ligne(s) FTTO commandée(s) ferme selon les modalités définies à l'article 5.3.4 supra, est de :

- vingt (20) Jours ouvrés à compter de la réception de la commande ferme de l'Usager pour un Site Standard pré raccordé à l'infrastructure optique du réseau de la Régie Auvergne Numérique
- quarante (40) Jours ouvrés à compter de la réception de la commande ferme de l'Usager pour un Site Standard non pré raccordé à l'infrastructure optique du réseau de la Régie Auvergne Numérique
- selon délai indiqué dans l'étude de faisabilité pour un Site Distant.

La date effective de mise à disposition est notifiée à l'Usager. Cette date figure à la rubrique « notification de mise à disposition » de son bon de commande ferme, retourné par la Régie Auvergne Numérique à l'Usager une fois que la Ligne FTTO est disponible.

Les Lignes FTTO mises à disposition sont conformes aux Spécifications Techniques d'Accès au Service telle que définies en annexe 5 des présentes.

La Régie Auvergne Numérique se réserve le droit de changer le type de câble sans préavis, hors maintenance préventive, mais en conservant à celui-ci les valeurs nominales minimales mentionnées en annexe 5.

Dans le cas où l'un des Points de Livraison est sur un Site non pré raccordé, le raccordement se fait selon les modalités suivantes :

L'Usager met à disposition de la Régie Auvergne Numérique un emplacement sur son répartiteur optique et assure, à ses frais, les travaux permettant le passage du câble de la Régie Auvergne Numérique du point de pénétration au Site non pré raccordé jusqu'au répartiteur de l'Usager. La Régie Auvergne Numérique assure la fourniture de la tête de câble et des connecteurs optiques et le raccordement sur l'emplacement désigné par l'Usager.

### **5.3.6 Non-respect de la date convenue de mise à disposition de la Ligne FTTO**

Trois hypothèses de non-respect de la date convenue de mise à disposition de la Ligne FTTO sont à distinguer :

- Mise à disposition effective anticipée par la Régie Auvergne Numérique : la redevance forfaitaire, visée à l'annexe 1 des présentes est due à compter de cette date visée au compte rendu de mise à disposition visé à l'article 5.3.5.
- Retard du fait de l'Usager : la redevance précitée est due à compter de la date convenue avec l'Usager de mise à disposition telle que définie à l'article 5.3.4 des présentes dans le compte rendu de mise à disposition visé à l'article 5.3.5 du présent contrat ; ce cas correspond notamment à la situation où l'Usager n'a pas réalisé les travaux permettant le passage du câble de la Régie Auvergne Numérique pour le raccordement d'un Point de Livraison d'un Site non pré raccordé.
- Retard de mise à disposition du fait de la Régie Auvergne Numérique par rapport à la date convenue avec l'Usager : la redevance forfaitaire précitée est due à compter de la date de mise à disposition effective de la Ligne FTTO.

Dans cette dernière hypothèse les pénalités de retard, telles que définies en annexe 2, sont applicables, sur demande expresse de l'Usager par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée au guichet de traitement des commandes visé à l'article 5.4 Ces pénalités constituent pour l'Usager une indemnité forfaitaire et définitive couvrant la totalité du préjudice subi. Les Parties conviennent expressément que l'Usager exclut toute action en dommages et intérêts à l'encontre de la Régie Auvergne Numérique à ce titre.

## **5.4 Service Après-Vente**

La Régie Auvergne Numérique met en place un guichet unique de traitement des signalisations accessible 24H/24 7J/7 par téléphone et par courrier électronique. Les coordonnées de ce guichet unique sont décrites en annexe 4 des présentes.

Réciproquement, l'Usager met en place un guichet unique support, point de contact du guichet précité de la Régie Auvergne Numérique, dont les coordonnées sont précisées par l'Usager en annexe 4 des présentes.

L'Usager s'engage à afficher sur ses équipements un numéro de téléphone accessible vingt-quatre (24) heures sur vingt-quatre (24) et sept (7) jours sur sept (7), afin de permettre à la Régie Auvergne Numérique du contacter rapidement en cas de besoin, eu égard aux équipements installés.

Cet étiquetage doit répondre aux normes d'étiquetage en extérieur, résistant notamment aux intempéries.

#### **5.4.1 Maintenance préventive**

La Régie Auvergne Numérique fera ses meilleurs efforts pour assurer le bon fonctionnement des Lignes FTTO mises à disposition au titre du présent Contrat ainsi que leur environnement technique et réduire ainsi les perturbations qui peuvent en résulter pour l'Usager, à l'exclusion des perturbations dues exclusivement aux faits de l'Usager ou d'un tiers.

La Ligne FTTO est constituée d'une seule paire optique empruntant un parcours optique unique. A ce titre et, en cas d'incident, aucune continuité de service n'est garantie par la Régie Auvergne Numérique ce que l'Usager reconnaît et accepte.

L'entretien des Lignes FTTO correspond aux opérations de maintenance préventive prises en charge par la Régie Auvergne Numérique. Pour assurer cet entretien, la Régie Auvergne Numérique peut être amenée à réaliser des travaux susceptibles d'affecter temporairement le fonctionnement des Lignes FTTO concernées par des opérations de maintenance préventive.

Avant chaque intervention préventive sur le réseau, la Régie Auvergne Numérique informe l'Usager, par téléphone et par télécopie, en indiquant les dates, heures et durées prévisionnelles de perturbations pour la (les) Ligne(s) FTTO souscrite(s) par l'Usager qui sont identifiées par leurs numéros de prestation.

L'Usager est informé avec un préavis de deux (2) semaines calendaires par télécopie ou courrier électronique confirmé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception de toute opération de maintenance préventive susceptible de générer des perturbations.

Les opérations préventives sur les Lignes FTTO ne sont pas considérées comme des incidents. Elles ne sauraient entraîner la responsabilité de la Régie Auvergne Numérique au titre de l'article 9 - « Responsabilité » ou le versement de pénalités au titre de l'annexe 2 du Contrat.

L'Usager fait son affaire des adaptations de ses équipements aux nouvelles caractéristiques des Lignes FTTO issues le cas échéant de ces interventions programmées.

#### **5.4.2 Maintenance curative**

Avant de déposer une signalisation l'Usager s'engage à s'assurer qu'un éventuel incident n'est pas causé par son propre équipement. Il s'engage à effectuer la localisation d'un défaut à partir de ses équipements avant de signaler une indisponibilité de la Ligne FTTO.

Si le Point de livraison est hébergé dans le local d'un tiers, l'Usager prend les dispositions nécessaires afin que le tiers permette à la Régie Auvergne Numérique l'accès au local.

Les obligations dues au titre de la GTR, définies à l'article 5.4.2.1, sont suspendues si l'Usager n'est ni présent ni représenté dans le local hébergeant le Point de livraison.

De même, l'existence de contraintes géographiques particulières ou la nécessité de mettre en œuvre des moyens spéciaux suspendent les obligations dues au titre de la GTR, définies à l'article 5.4.2.1, dans les cas suivants :

- accès réglementé (route, local technique...), interdiction de passage, transport aérien, maritime ou fluvial (hélicoptage, utilisation de bateaux...) ;
- obstacles naturels à traverser ou à contourner (glissement de terrain, route enneigée ou inondée...) ;
- configurations architecturales spéciales non accessibles par les moyens de la Régie Auvergne Numérique (clochers, phares, colonnes Morris...).

La suspension des obligations dues au titre de la GTR, telle que décrite ci-dessus ne saurait entraîner le versement d'une pénalité de quelque nature que ce soit, ni engager la responsabilité de la Régie Auvergne Numérique au titre de l'article 9 -du présent contrat.

La Régie Auvergne Numérique s'engage à fournir ses meilleurs efforts pour rétablir le Service à compter du dépôt d'une signalisation par l'Usager ou suite à la détection d'un incident par le guichet unique de la Régie Auvergne Numérique ou lors de la maintenance préventive du Réseau du PPP.

L'Usager reconnaît expressément que la signalisation d'un incident sur une Ligne FTTO entraîne automatiquement le déplacement d'un technicien aux fins de rétablissement de la Ligne FTTO.

Le traitement des signalisations se termine avec l'envoi d'un Avis de Clôture d'Incident transmis par courrier électronique contenant notamment les indications suivantes :

- le jour et l'heure de la signalisation émise par l'Usager ;
- la référence de la Ligne FTTO ;
- le jour et l'heure de la réparation par la Régie Auvergne Numérique ;
- l'origine de l'incident constaté.

#### **5.4.2.1 Garantie de temps de rétablissement**

Le Service inclut deux niveaux de garantie de temps de rétablissement (GTR) :

- une garantie incluse dans les prestations de Ligne FTTO;
- une garantie optionnelle applicable sur une Ligne FTTO intitulée « maintenance étendue »

En tout état de cause, la Régie Auvergne Numérique s'engage à rétablir la Ligne FTTO dans les dix (10) heures qui suivent l'enregistrement de la signalisation, du lundi au samedi 8h – 18h hors jours fériés. Le délai de rétablissement est suspendu en dehors de ces horaires.

Une prestation complémentaire de maintenance étendue est proposée à titre optionnel selon les modalités tarifaires visées en annexe 1, au choix de l'Usager, qui en avisera la Régie Auvergne Numérique :

- sur le bon de commande du Service;
- sur le bon de commande modification d'une Ligne FTTO.

dont des modèles sont fournis en annexe 3 du présent Contrat.

La Régie Auvergne Numérique accuse réception par courrier électronique, de la commande adressée par l'Usager dans les quatre (4) Jours ouvrés à compter de la réception du courrier électronique envoyé par l'Usager. Les engagements de maintenance étendue sont alors applicables pour toute nouvelle signalisation postérieure à cet accusé de réception.

La prestation de "Maintenance étendue" assure, en cas de défaillance, le rétablissement de la Ligne FTTO dans les dix (10) heures qui suivent l'enregistrement de la signalisation, sept jours sur sept et 24 heures sur 24.

#### **5.4.2.2 Pénalités liées au non-respect de la GTR**

En cas de non-respect par la Régie Auvergne Numérique de la GTR décrite à l'article 5.4.2.1, la Régie Auvergne Numérique sera redevable, sur réclamation de l'Usager, d'une pénalité dont le montant est fixé en Annexe 2.

Nonobstant ce qui précède, les pénalités précitées ne sont pas applicables dans les cas alternatifs suivants :

- une intervention programmée au titre de la maintenance préventive;
- une interruption du Service imputable à l'Usager ou à tout autre fait d'un tiers;
- en cas de force majeure.

Ces pénalités constituent pour l'Usager une indemnité forfaitaire et définitive couvrant la totalité du préjudice subi. L'Usager renonce à toute action en dommages et intérêts à l'encontre de la Régie Auvergne Numérique à ce titre.

#### **5.4.2.3 Interruption Maximale de Service - IMS**

La Régie Auvergne Numérique mesure la disponibilité annuelle de chaque Ligne FTTO grâce à un indicateur nommé Interruption Maximale de Service (IMS). L'IMS d'une Ligne FTTO correspond au cumul des interruptions de cette Ligne FTTO survenues au cours de la période de référence qui, selon le cas :

- débute le premier janvier ou à la date de mise à disposition de la première Ligne FTTO commandée par l'Usager, si celle-ci a lieu dans l'année civile considérée pour le calcul de l'IMS,
- se termine le 31 décembre, ou à la date de la résiliation, ou à la date d'échéance normale de la mise à disposition de la dernière Ligne FTTO commandée, si celles-ci ont lieu dans l'année civile considérée pour le calcul de l'IMS.

Le temps d'interruption n'est pas pris en compte dans l'IMS si les délais de rétablissement sont suspendus en application de l'article 5.4.2.

Les durées d'interruption sont comptabilisées du lundi au samedi 8h – 18h hors jours fériés.

En cas de "Maintenance étendue", les durées d'interruption sont comptabilisées sept jours sur sept et 24 heures sur 24.

Les pénalités pour non-respect de l'IMS sont prises en compte au début de l'année civile qui suit l'année civile de référence.

La Régie Auvergne Numérique s'engage à maintenir l'IMS inférieure ou égale à 20 heures pour les interruptions de Ligne FTTO. Au-delà de 20 heures, la Régie Auvergne Numérique est redevable de pénalités pour dépassement de l'IMS, selon les conditions définies ci-après :

- L'Usager a droit, une fois par an, au versement de pénalités forfaitaires définies en annexe 2.
- Ces pénalités constituent pour l'Usager une indemnité forfaitaire et définitive couvrant la totalité du préjudice subi. Les Parties conviennent expressément que l'Usager exclut toute action en dommages et intérêts à l'encontre de la Régie Auvergne Numérique à ce titre.
- La réclamation des pénalités par l'Usager est transmise par lettre recommandée avec accusé de réception et adressée au guichet de traitement des commandes visé à l'article 5.3.1. La réclamation des pénalités, pour l'année civile de référence considérée, doit intervenir l'année civile qui suit ladite année civile de référence.

## **article 6 - Durée**

### **6.1 Durée du Contrat**

Le Contrat est conclu pour une durée indéterminée.

Le Contrat prend effet à compter de sa date de signature par la dernière des deux Parties et court jusqu'à la résiliation de la dernière Ligne FTTO mise à disposition l'Usager.

### **6.2 Durée de la mise à disposition de la Ligne FTTO, condition suspensive et modifications**

#### **6.2.1 Durée**

Chaque Ligne FTTO est souscrite pour une durée indéterminée assortie d'une période minimale de un (1) an.

Chaque durée de Ligne FTTO court à compter de sa date de mise à disposition telle que définie au présent contrat.

Les modalités tarifaires applicables à chaque durée de Ligne FTTO souscrite par l'Usager, ci-dessus mentionnées, sont définies en annexe 1.

#### **6.2.2 Condition suspensive à la prise en compte des demandes d'études de faisabilité des Lignes FTTO**

La prise en compte des demandes d'études de faisabilité pour les Lignes FTTO peut être conditionnée par la délivrance par l'Usager, dès la signature du Contrat, d'un dépôt de garantie ou d'une garantie à première demande tel que visé à l'article 7.6.

## **article 7 - Dispositions financières**

### **7.1 Structure tarifaire**

Les modalités tarifaires applicables à chaque Ligne FTTO souscrite par l'Usager sont précisées en annexe 1.

#### **7.1.1 Étude de faisabilité**

L'Usager est redevable des frais d'étude de faisabilité, définis à l'annexe 1, si la Ligne FTTO ne fait pas l'objet d'une commande ferme à l'issue de la période de validité, telle que visée à l'article 5.3.3.

L'Usager ne sera pas redevable des frais d'étude de faisabilité de Ligne FTTO, si l'étude de faisabilité s'avère négative. De la même manière, aucun frais au titre des études de faisabilité non suivies de

commande ferme ne sera du par l'Usager dans l'éventualité où la Régie Auvergne Numérique ne respecterait pas le délai d'étude mentionné à l'article 5.3.3.

### **7.1.2 Frais de mise en service**

L'Usager est redevable des frais de mise en service, définis à l'annexe 1, pour chaque extrémité de Ligne FTTO livrée.

Les frais de mise en service pour un Site Distant sont établis sur devis.

### **7.1.3 Redevances**

L'Usager est redevable, pour chaque Ligne FTTO, d'une redevance annuelle telle que définie à l'annexe 1, au titre de la mise à disposition et de la maintenance.

Le montant de cette redevance forfaitaire est révisable chaque année civile, hors l'année civile au cours de laquelle le contrat a été signé par les Parties, tel que défini à l'article 7.2.

### **7.1.4 Prestation complémentaire de maintenance étendue**

La prestation complémentaire de maintenance étendue fait l'objet, dès lors qu'elle est souscrite par l'Usager, d'une redevance forfaitaire annuelle pour chaque Ligne FTTO telle que définie à l'annexe 1.

### **7.1.5 Prestation complémentaire de réflectométrie**

L'Usager est redevable des frais de mesure de réflectométrie, définis à l'annexe 1, à la date de remise du dossier de mesure à l'Usager.

### **7.1.6 Signalisation Transmise à Tort**

Les frais de signalisations transmises à tort donnant lieu à un déplacement à tort sont définis en annexe 2 et sont facturés le mois suivant la date du compte rendu d'intervention adressé par la Régie Auvergne Numérique en réponse au dépôt de signalisation par l'Usager.

## **7.2 Évolution des prix**

Les prix tels que définis en annexe 1 du Contrat pourront faire l'objet d'une évolution telle que définie ci-après. Les nouveaux prix s'appliqueront alors à chaque Ligne FTTO concernée souscrite par l'Usager.

Toute modification de prix est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'Usager dès que possible et, au plus tard :

- 8 jours calendaires avant sa prise d'effet dès lors qu'il s'agit d'une baisse de prix ;
- 2 mois calendaires avant sa prise d'effet dès lors qu'il s'agit d'une hausse de prix.

Toute hausse de prix, autorise l'Usager à résilier une ou plusieurs Ligne FTTO ou le présent Contrat sans pénalité, y compris pendant les périodes minimales éventuelles.



Cette résiliation doit être effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au guichet de traitement des commandes visé à l'article 5.3, au moins quinze (15) jours calendaires avant la date effective de la hausse de prix.

A défaut de résiliation, l'Usager reconnaît expressément que les nouvelles conditions tarifaires seront applicables à compter de la prise d'effet.

## **7.3 Modalités de facturation**

L'ensemble des prestations définies au Contrat et dont la structure tarifaire est visée à l'article 7.1, est facturé selon les principes suivants :

### **7.3.1 Modalités de facturation des redevances dues au titre de la mise à disposition et de la maintenance**

La redevance forfaitaire annuelle applicable à chaque Ligne FTTO à durée indéterminée au titre de la mise à disposition et/ou de la maintenance fera l'objet d'une facturation annuelle terme à échoir, cette facturation démarrant à compter du mois suivant la date effective de mise à disposition de la Ligne FTTO, sous réserve des dispositions de l'article 5.3.5 des présentes.

Le principe de prorata temporis est appliqué dans les cas suivants :

- entre la date effective de mise à disposition de la Ligne FTTO commandée par l'Usager et le dernier jour de l'année ;
- entre le 1<sup>er</sup> jour de l'année et la date effective de résiliation par l'Usager de la Ligne FTTO concernée.

Le cas échéant, le trop perçu par la Régie Auvergne Numérique au titre de la facturation correspondant au mois de la résiliation d'une Ligne FTTO fera l'objet d'un avoir versé à l'Usager ou reporté à son choix sur la facture d'un service de la Régie Auvergne Numérique.

Cette redevance est portée et identifiée sur la facture annuelle relative à la maintenance de la Ligne FTTO concernée, telle que décrite au présent article.

### **7.3.2 Modalités de facturation des frais de mise en service**

Les frais de mise en service d'une commande de Ligne FTTO sont facturés le mois suivant la date de livraison de la commande.

Ces frais sont portés et identifiés sur la facture annuelle relative à la maintenance de la Ligne FTTO concernée, telle que décrite à l'article 7.3.1.

### **7.3.3 Modalités de facturation des frais d'étude de faisabilité**

Les frais d'étude de faisabilité non suivis de commande ferme sont facturés le mois suivant la date d'échéance de la période de validité de l'étude de faisabilité.

Ces frais sont portés et identifiés sur la facture annuelle relative à la maintenance de la Ligne FTTO concernée, telle que décrite à l'article 7.3.1.

### **7.3.4 Modalités de facturation des frais de Signalisation Transmise à Tort**

Les frais de signalisations transmises à tort sont facturés le mois suivant la date du compte-rendu d'intervention adressé par la Régie Auvergne Numérique. en réponse au dépôt de la signalisation par l'Usager.

Ces frais sont portés et identifiés sur la facture annuelle relative à la maintenance de la Ligne FTTO concernée, telle que décrite à l'article 7.3.1.

### **7.3.5 Modalités de facturation des redevances forfaitaires de la prestation complémentaire de maintenance étendue**

La redevance forfaitaire applicable à chaque Ligne FTTO au titre de la prestation complémentaire de maintenance étendue fera l'objet d'une facturation annuelle terme à échoir, cette facturation démarrant à compter du mois suivant à compter de la date d'accusé de réception de la commande de prestation complémentaire par la Régie Auvergne Numérique, tel que visé à l'article 5.4.2.1 du présent contrat. Cette redevance est portée et identifiée sur la facture annuelle relative à la maintenance de la Ligne FTTO concernée, telle que décrite à l'article 7.3.1.

Le principe de prorata temporis est appliqué le mois durant lequel la prestation complémentaire de maintenance étendue est mise à disposition et le mois durant lequel la résiliation de cette prestation intervient. Le cas échéant, le trop perçu par la Régie Auvergne Numérique. au titre de la facturation correspondant au mois de la résiliation de la prestation complémentaire de maintenance étendue fera l'objet d'un avoir versé à l'Usager ou reporté à son choix sur la facture d'un service de la Régie Auvergne Numérique.

### **7.3.6 Modalités de facturation de la prestation complémentaire de réflectométrie**

Les frais de l'option de mesure de réflectométrie sont facturés le mois suivant la date de remise du dossier de mesure à l'Usager.

Ces frais sont portés et identifiés sur la facture annuelle relative à la maintenance de la Ligne FTTO concernée, telle que décrite à l'article 7.3.1.

## **7.4 Paiement**

La Régie Auvergne Numérique adresse par courrier la facture et ses pièces justificatives à l'Usager. Elle est payable par l'Usager dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la date de la facture. Le paiement s'effectue par virement à la Régie Auvergne Numérique (voir RIB en annexe 8) ou par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de la Régie Auvergne Numérique à l'adresse suivante:

Paierie Régionale d'Auvergne  
59 bld Léon Jouhaux – CS 90706  
63050 Clermont-Ferrand cedex 2

En cas de défaut de paiement c'est à dire de retard de paiement ou de paiement partiel d'une facture à la date d'échéance, des pénalités pour retard de paiement sont dues, invariablement chaque jour, en dépit des jours chômés ou fériés, dès le premier jour de retard, c'est-à-dire dès le lendemain de la date d'échéance mentionnée sur la facture, sans préjudice de l'application de l'article « Résiliation ».

Outre que les pénalités pour retard de paiement sont calculées sur le montant TTC des sommes dues par l'Usager à la Régie Auvergne Numérique, les Parties conviennent expressément que le taux des pénalités pour retard de paiement retenu par la Régie Auvergne Numérique sera égal :

- au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage toutes les fois et aussi longtemps que le taux ainsi calculé est supérieur à trois fois le taux d'intérêt légal ;
- à trois fois le taux d'intérêt légal toutes les fois et aussi longtemps que le taux résultant du calcul décrit précédemment est inférieur à trois fois le taux d'intérêt légal.

Le taux d'intérêt légal retenu est le taux en vigueur au jour de l'émission de la facture.

En outre, en cas de défaut de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sera également appliquée de plein droit à l'Usager et sans mise en demeure préalable. Le montant de cette indemnité sera égal au montant tel que fixé par l'article D441-5 du Code de commerce à la date du premier jour de retard. Dans le cas où les frais de recouvrement exposés par la Régie Auvergne Numérique seraient supérieurs à ce montant, la Régie Auvergne Numérique pourra demander à l'Usager une indemnisation complémentaire, sous réserve de produire les justificatifs nécessaires.

## **7.5 Renseignements et réclamations sur les factures**

### **7.5.1 Principes**

Pendant les douze (12) mois calendaires qui suivent la date d'établissement de la facture, la Régie Auvergne Numérique tient à la disposition de l'Usager, les éléments d'information établissant, en l'état des techniques actuellement utilisées, un justificatif de la facture.

Les contestations sur factures ne seront prises en compte par la Régie Auvergne Numérique que dans le strict respect des conditions ci-dessous décrites.

### **7.5.2 Modalités de mise en œuvre**

Pour être recevable, toute contestation doit être transmise à la Régie Auvergne Numérique par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai maximal de soixante (60) jours calendaires suivant la date de la facture, accompagnée des pièces justificatives, tels que définis à l'article 7.4, à l'adresse du guichet unique de facturation dont les coordonnées sont mentionnées sur la facture.

Ce courrier précise la portée et les motifs de la contestation et mentionne les références précises de date et de numéro de la facture litigieuse. Tous les documents justificatifs devront être joints au courrier.

L'Usager s'engage, en tout état de cause, à régler, dans le délai visé à l'article 7.4, les sommes correspondant aux montants identifiés sur l'avis des sommes à payer émis par la Régie Auvergne Numérique.

La Régie Auvergne Numérique s'engage à répondre à la contestation, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de soixante (60) jours suivant la date de réception de la réclamation.

En cas de rejet de la contestation, la Régie Auvergne Numérique fournit à l'Usager une réponse motivée comportant tout justificatif nécessaire.

En revanche en cas de contestation avisée, les montants contestés par l'Usager feront l'objet d'un remboursement de la part de la Régie Auvergne Numérique dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date d'envoi du courrier de réponse de la Régie Auvergne Numérique.

## **7.6 Garanties financières**

### **7.6.1 Principe**

La Régie Auvergne Numérique demandera la garantie à la signature du Contrat sur la base d'une estimation réaliste et sincère, arrêtée d'un commun accord entre la Régie Auvergne Numérique et l'Usager, du nombre de Ligne FTTO qui seront souscrits dans l'année à venir. Cette garantie sera réévaluée à chaque fois que le loyer des Ligne FTTO souscrits dépassera de plus de 50% le montant de la garantie en cours. A cette fin l'usager s'engage à délivrer une garantie supplémentaire à due concurrence du montant constaté.

### **7.6.2 Type de garantie financière**

L'Usager s'engage à remettre à la demande de la Régie Auvergne Numérique, une des garanties suivantes au choix de l'Usager et sans que la Régie Auvergne Numérique ne puisse s'y opposer en dehors des cas prévus :

- un dépôt de garantie; le dépôt de garantie ne sera restituable que dans un délai maximum de deux (2) mois calendaires à compter du terme du Contrat, sous réserve de la parfaite exécution par l'Usager de ses obligations contractuelles et notamment celle relative au paiement;
- une garantie à première demande prise auprès d'un établissement de crédit national notoirement connu, conformément et respectivement aux modèles de l'annexe 6 des présentes, ou auprès de la société mère de l'Usager, conformément au modèle de l'annexes 7 des présentes. Le choix entre une garantie apportée par la maison mère ou par un établissement bancaire est laissé au choix de l'usager, la Régie Auvergne Numérique se réservant la possibilité de demander à l'usager tout renseignement utile relatif à sa société mère et le cas échéant de refuser la garantie à première demande de sa société mère pour exiger une garantie à première demande bancaire.

### **7.6.3 Calcul de la garantie financière**

Le montant chiffré de la garantie financière demandée est de [20 000 euros].

### **7.6.4 Conséquences de la non-fourniture de la garantie financière**

#### **7.6.4.1 A la signature du Contrat**

Lorsqu'une garantie financière est demandée par la Régie Auvergne Numérique, à la signature du Contrat, la remise effective de l'acte de garantie à première demande ou pour le dépôt de garantie, l'encaissement effectif du chèque ou le passage en écriture du virement, constitue un élément substantiel du Contrat et conditionne donc l'entrée en vigueur de ce dernier.

#### **7.6.4.2 En cours d'exécution du Contrat**

Lorsque cette garantie financière est demandée par la Régie Auvergne Numérique, à tout moment au cours de l'exécution du Contrat, la non-production de la garantie financière demandée ou l'absence de réactualisation, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, entraîne la possibilité pour la Régie Auvergne Numérique de résilier le présent Contrat conformément aux dispositions de l'article 11 - «Résiliation».

### **7.6.5 Mise en œuvre de la garantie financière**

La Régie Auvergne Numérique peut mettre en œuvre de plein droit la garantie financière en cas de défaut de paiement, et après mise en demeure de payer, adressée à l'Usager par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, restée sans effet pendant un délai de sept (7) jours calendaires à compter de sa date de réception.

Lorsqu'un défaut de paiement a contraint la Régie Auvergne Numérique, à mettre en œuvre la garantie, l'Usager s'engage à réactualiser immédiatement le montant de la garantie financière à hauteur du montant initialement fixé ou à présenter une nouvelle garantie financière à la Régie Auvergne Numérique.

## **article 8 - Modifications des conditions de mise à disposition**

En cas de déplacement d'ouvrage demandé par le gestionnaire de la voirie et notamment en cas de demande de mise en souterrain, les conditions dans lesquelles les Ligne FTTO de la Régie Auvergne Numérique seront déplacés feront l'objet d'un avenant au présent Contrat.

En cas de déplacement d'ouvrage demandé par le gestionnaire de la voirie, l'Usager sera informé dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de la notification de la demande du gestionnaire de voirie (dont une copie sera transmise à l'Usager).

Les Parties se concerteront sur les mesures les mieux appropriées pour effectuer le déplacement en vue de minimiser les conséquences dommageables pour l'activité de chacune des Parties.

En cas d'évolution de ses besoins, l'Usager peut demander, le cas échéant, une modification du présent Contrat. Dans ce cas la Régie Auvergne Numérique s'engage à informer l'Usager dans les trente (30) jours calendaires de sa demande et par écrit, de la faisabilité de l'opération. L'étude technique et financière établie dans ce cadre par la Régie Auvergne Numérique sera prise en charge par l'Usager.

Toute évolution des besoins donne lieu à un avenant entre les Parties.

L'Usager s'engage à régler à la Régie Auvergne Numérique la nouvelle étude technique et financière supplémentaire.

## **article 9 - Responsabilités -Assurance**

### **9.1 Responsabilité de la Régie Auvergne Numérique**

La Régie Auvergne Numérique s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'exécution de ses obligations au titre du Contrat.

La Régie Auvergne Numérique n'est pas responsable des défaillances résultant de faits indépendants de sa volonté, notamment les cas de force majeure, de défaillances dues à des tiers ou au fait de l'Usager, en particulier en cas de non-respect des pré requis techniques ou cas d'incompatibilité avec les équipements installés et/ou mis en service par l'Usager.

En cas de défaillance grave de la Régie Auvergne Numérique dûment prouvée, l'Usager aura la faculté de solliciter la réparation par la Régie Auvergne Numérique du dommage matériel direct certain en résultant dont il rapporterait la preuve. Il est entendu entre les Parties que les préjudices

indirects notamment tels que le préjudice commercial ou financier, les pertes de clientèle, l'atteinte à l'image de marque, le manque à gagner, le préjudice commercial ou financier, l'augmentation des frais généraux,...et généralement toutes pertes d'exploitation quelles que soient leurs natures et leurs causes sont expressément exclues de la responsabilité de la Régie Auvergne Numérique au titre du Contrat.

Dans la mesure où la responsabilité de la Régie Auvergne Numérique serait retenue au titre du présent Contrat, le montant total des dommages-intérêts que la Régie Auvergne Numérique pourrait être amenée à verser à l'Usager en réparation du préjudice subi ne saurait en aucune façon excéder tous dommages directs certains confondus, un montant maximum global égal à 2000 euros par année contractuelle à compter de la date d'effet du présent Contrat et ce quel que soit le fondement juridique de la réclamation et la procédure employée pour la faire aboutir.

Lorsqu'un manquement contractuel de la Régie Auvergne Numérique donne lieu au versement d'une pénalité prédéfinie au Contrat au bénéfice de l'Usager, celle-ci constitue pour ce dernier une indemnité forfaitaire, libératoire et définitive couvrant la totalité du préjudice subi pour le manquement considéré. De ce fait l'Opérateur renonce à toute action en responsabilité contractuelle fondée sur une demande de réparation du préjudice subi dirigée à l'encontre de la Régie Auvergne Numérique pour le même motif.

## **9.2 Responsabilité de l'Usager**

L'Usager est responsable au titre du présent Contrat de tout manquement contractuel établi à son encontre, entraînant un préjudice à la Régie Auvergne Numérique, son personnel et ses équipements ou aux prestataires de la Régie Auvergne Numérique qui interviendraient dans l'exécution du présent Contrat.

A ce titre, l'Usager est responsable vis-à-vis de la Régie Auvergne Numérique ou de ses prestataires de tous dommages directs que son matériel, son personnel ou celui de ses prestataires de services causeraient aux personnels, aux équipements, aux installations et aux bâtiments de la Régie Auvergne Numérique ou de ses prestataires. L'Usager demeure en particulier responsable vis-à-vis de la Régie Auvergne Numérique de toute action ou omission de ses préposés et/ou prestataires de services.

L'Usager assume le risque lié à la maîtrise et l'exploitation de ses équipements et infrastructures. Il apposera et maintiendra toutes les mentions nécessaires à la détermination de la propriété.

L'Usager assume seul la responsabilité pleine et entière des relations qu'il entretient avec ses clients finals et, plus généralement, tout autre tiers dans le cadre des contrats qu'il passe avec eux et prend à sa charge exclusive les dommages qui peuvent en résulter. L'Usager s'engage à cet égard à traiter directement toute réclamation, recours ou action y afférent et à faire son affaire de toute réclamation, recours ou action de quelque nature que ce soit intenté par les tiers précités à l'encontre de la Régie Auvergne Numérique.

## **9.3 Assurance**

Chaque Partie prend en charge et assume les conséquences pécuniaires de sa responsabilité, telle que définie aux articles 9.1 et 9.2 ci-dessus.

L'Usager déclare qu'il est titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle et les risques liés à son activité.

L'Usager s'engage à s'assurer pour des sommes suffisantes auprès d'une compagnie établie en France et notoirement connue pour être solvable, contre tous risques qu'il est susceptible d'encourir dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du Contrat.

L'Usager devra être en mesure de présenter, sur simple demande de la Régie Auvergne Numérique, une attestation datée et signée de son assureur justifiant de la souscription par l'Usager concerné par ladite demande, de la police d'assurance. Cette attestation précisera le montant et l'étendue de la garantie, ainsi que la période de validité de la police d'assurance souscrite

## **article 10 - Force majeure**

L'exécution des obligations issues du Contrat peut être suspendue du fait de la survenance d'un cas de force majeure et ce jusqu'au rétablissement des conditions normales de fourniture du Service.

En cas de survenance d'un tel événement, la Partie affectée en informe immédiatement l'autre Partie. Elle s'efforce de bonne foi de prendre, en concertation avec l'autre Partie, toute mesure même palliative raisonnablement possible en vue de poursuivre l'exécution du Contrat.

Si les cas de force majeure ou cas fortuits ont une durée d'existence supérieure à deux (2) mois calendaires, le présent Contrat pourra être résilié à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, sans droit à indemnité de part et d'autre.

De façon expresse, sont considérés comme des cas de force majeure ou cas fortuits outre ceux habituellement reconnus par la jurisprudence de la Cour de Cassation : les intempéries exceptionnelles, les catastrophes naturelles, les incendies et inondations, les attentats, les actes de vandalisme et de façon générale, tout événement ayant nécessité l'application décidée par l'Autorité publique compétente des plans locaux ou nationaux incluant le maintien de la continuité des services de communications électroniques.

## **article 11 - Résiliation**

### **11.1 Résiliation d'une Ligne FTTO pour cause de fermeture de NRO**

En cas de fermeture d'un site, la Régie Auvergne Numérique pourra résilier la ou les Ligne FTTO moyennant le respect d'un préavis de onze (11) mois calendaires avant ladite fermeture.

### **11.2 Résiliation d'une Ligne FTTO pour cause de voirie**

En cas de retrait ou de refus de renouvellement par l'Autorité gestionnaire de la voirie de la permission de voirie accordée à la Régie Auvergne Numérique, la ou les Ligne(s) FTTO concernée(s) seront résilié(s) de plein droit et sans indemnité à l'Usager autre que celle versée par le gestionnaire à la Régie Auvergne Numérique, sur la base du nombre de Lignes FTTO louées à l'Usager.

### **11.3 Résiliation du Contrat par l'une ou l'autre des parties**

L'une ou l'autre des parties peut résilier à tout moment et de plein droit le présent Contrat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception moyennant un préavis de deux (2) mois calendaires

avec pour conséquence la résiliation de toutes les Lignes FTTO mises à sa disposition, selon les termes de l'article 11.4.

## **11.4 Résiliation d'une Ligne FTTO sur demande de l'Usager**

L'Usager peut résilier à tout moment et de plein droit une Ligne FTTO à l'aide du Bon de Commande fourni en Annexe 3 par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, avec un préavis de deux (2) mois calendaires.

Toutefois il est expressément convenu entre les Parties que toute résiliation d'une Ligne FTTO par l'Usager avant l'échéance de la période minimale d'engagement, telle que défini à l'article 6.2.1, donnera lieu à l'application d'une pénalité à verser par l'Usager dont le montant est fixé en Annexe 2 du présent Contrat. La résiliation de l'option prestation complémentaire de maintenance étendue pourra être demandée par l'Usager sans donner lieu à versement de pénalités.

## **11.5 Résiliation du Contrat pour non-respect des obligations de la Régie Auvergne Numérique**

Lorsque l'Usager considère que les motifs de résiliation du Contrat pour faute de la Régie Auvergne Numérique sont réunis, il adresse une mise en demeure à la Régie Auvergne Numérique de fournir toute justification sur les manquements constatés sous trente (30) jours calendaires. A défaut de réponse satisfaisante, l'Usager adressera à la Régie Auvergne Numérique une mise en demeure de remédier aux manquements constatés sous trente (30) jours calendaires.

Si, à l'expiration de ce délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la mise en demeure, la Régie Auvergne Numérique ne s'est pas conformée à ses obligations, l'Usager peut décider de résilier le présent Contrat aux torts de la Régie Auvergne Numérique. La décision de résiliation de l'Usager envoyée par lettre recommandée avec avis de réception informe la Régie Auvergne Numérique de la date d'effet de la résiliation.

Il est expressément convenu entre les Parties que toute résiliation d'une Ligne FTTO pour non-respect des obligations de la Régie Auvergne Numérique avant l'échéance de la période minimale d'engagement ne donnera lieu à l'application d'aucune pénalité à verser par l'Usager pour non-respect de la période minimale par dérogation de l'article 11.4.

## **11.6 Résiliation de Contrat pour non-respect des obligations de l'Usager**

La Régie Auvergne Numérique peut, dès qu'elle considère que les motifs de résiliation pour faute de l'Usager sont réunis, après avoir mis en demeure l'Usager par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, décider de résilier le présent Contrat, en particulier en cas de manquement de l'Usager à ses obligations contractuelles et notamment en cas de :

- non constitution des garanties visées aux articles 7.6 ;
- cession du présent Contrat sans autorisation de la Régie Auvergne Numérique.

Lorsque la Régie Auvergne Numérique considère que les motifs de résiliation du Contrat pour faute de l'Usager sont réunis, elle adresse une mise en demeure à l'Usager de fournir toute justification sur les manquements constatés sous trente (30) jours calendaires. A défaut de réponse satisfaisante, la Régie Auvergne Numérique adressera à l'Usager une mise en demeure de remédier aux manquements constatés sous trente (30) jours calendaires.



Si, à l'expiration de ce délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la mise en demeure, l'Usager ne s'est pas conformé à ses obligations, la Régie Auvergne Numérique peut décider de résilier le présent Contrat aux torts de l'Usager. La décision de résiliation de la Régie Auvergne Numérique envoyée par lettre recommandée avec avis de réception informe l'Usager de la date d'effet de la résiliation.

En cas de résiliation pour faute de l'Usager, il ne sera pas versé d'indemnisation pour manque à gagner ni d'indemnisation pour la rupture des Contrats passés par l'Usager.

Il est expressément convenu entre les Parties que toute résiliation d'une Ligne FTTO pour faute de l'Usager avant l'échéance de la période minimale d'engagement, telle que défini à l'article 6.2.1, donnera lieu à l'application d'une pénalité à verser par l'Usager dont le montant est fixé en Annexe 2 du présent Contrat.

La Régie Auvergne Numérique se réserve le droit d'être indemnisée de son entier préjudice.

## **article 12 - Effet de la résiliation**

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 11 -, la résiliation du Contrat inclut la résiliation de toutes les Lignes FTTO souscrites.

## **article 13 - Cession – sous location**

Le présent Contrat est conclu intuitu personae. En conséquence, le Contrat est conclu au seul bénéfice de l'Usager qui s'interdit expressément de procéder à la sous-location des Lignes FTTO mises à sa disposition au titre du Contrat.

L'Usager sera toutefois autorisé à céder avec information préalable à la Régie Auvergne Numérique, en totalité ou en partie, ses droits et obligations découlant du Contrat à toute entité légale qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, à toute entité la contrôlant directement ou indirectement, ou à toute entité qui est elle-même contrôlée par une entité légale contrôlant la Partie cédante, sous réserve, d'une notification adressée à la Régie Auvergne Numérique dans les 30 (trente) jours calendaires précédant la date d'effet de la cession, sans que puissent en être affectées les obligations et la continuité du Contrat.

En outre, l'Usager ne saurait faire bénéficier, de quelque manière que ce soit, un tiers de tout ou partie du Service fourni en application du présent Contrat.

## **article 14 - Confidentialité**

Les Parties s'engagent à considérer comme confidentiels le présent Contrat et ses annexes et tous les documents, les informations et données, quel qu'en soit le support, qu'elles s'échangent à l'occasion de l'exécution du présent Contrat. C'est la raison pour laquelle, elles s'interdisent de communiquer ou de divulguer à des tiers pour quelque raison que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la Partie concernée.

Toutefois, cette obligation n'est pas applicable aux éléments d'informations confidentielles :

- qui pourraient être communiqués au gestionnaire de la voirie en application de dispositions réglementaires ou à ceux communiqués à l'Autorité de régulation des télécommunications dans les seuls cas impératifs prévus par la législation en vigueur ;

- qui étaient du domaine public au moment de leur divulgation ou sont tombés dans le domaine public sans qu'il y ait eu contravention au présent Contrat ;

dont la Partie qui a divulgué pourrait prouver qu'ils étaient en sa possession antérieurement à la date d'effet du présent Contrat, sans qu'il ait été contrevenu à une obligation de confidentialité,  
- qui ont été communiqués à la Partie divulgatrice, à ses collaborateurs ou employés, à ses sous-traitants, pour l'exécution du présent Contrat.

Préalablement à la communication d'une information écrite ou orale, les Parties identifieront les informations confidentielles. Celles-ci feront l'objet d'un constat écrit de l'autre Partie.

## **article 15 - Litiges**

Les contestations qui pourront s'élever entre la Régie Auvergne Numérique et l'Usager relativement à l'interprétation ou à l'exécution du présent Contrat seront soumises au tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve la Régie Auvergne Numérique.

## **article 16 - Évolution**

En cas de modification substantielle de l'environnement économique, légal ou réglementaire dans le cadre duquel les Parties ont contracté le présent Contrat, les Parties pourront se rapprocher afin de convenir des adaptations éventuelles à apporter, le cas échéant, au présent Contrat. A défaut d'accord entre elles, l'article 15 « litiges » s'appliquera.

## **article 17 - Droit de jouissance**

Il est convenu que la mise à disposition de Ligne FTTO ne confère aucun autre droit qu'un droit de jouissance exclusif sur la ou les Lignes FTTO concernées pendant la durée du présent contrat. Le présent contrat ne réalise aucun transfert de propriété de la ou des Lignes FTTO ainsi mise(s) à disposition de l'Usager.

Elles ne peuvent pas être cédées, sous-louées, transformées ou prêtées sous quelque forme que ce soit à des tiers par l'Usager.

## article 18 - Contrat de Partenariat

Les parties reconnaissent que le Service est fourni par la Régie Auvergne Numérique dans le cadre du service public issu de l'utilisation du réseau objet du Contrat de PPP, visé en préambule.

En cas de modification du Contrat de PPP pouvant avoir un impact sur le présent Contrat, ou à la date d'échéance du Contrat de PPP le 31 juillet 2037, les parties se réuniront pour négocier de bonne foi les conséquences sur le présent Contrat.

La Régie Auvergne Numérique informera l'Usager avec un préavis de six (6) mois calendaires de la date de fin du Contrat de PPP et des conséquences éventuelles sur le présent Contrat. Les Parties se rencontreront pour envisager s'il y a lieu, la résiliation ou la poursuite du présent Contrat, son renouvellement ou la conclusion d'un nouveau Contrat.

Fait en deux exemplaires originaux,

A ....., le .....

Pour la Régie Auvergne Numérique (Nom et Qualité  
Numérique)

(signature de la Régie Auvergne

Pour l'Usager (Nom et Qualité)

(signature l'Usager)

## Annexe 1 – Prix

La présente annexe est établie notamment par application de l'article 7.1 intitulé « Structure tarifaire ».

Tous les prix mentionnés dans la présente annexe sont exprimés en euros hors taxe et s'appliquent à compter de la date de signature du Contrat, sauf mention particulière éventuelle visée pour chacune des prestations.

### 1. Frais relatifs aux études de faisabilité

<i>Libellé de la prestation</i>	<i>Unité</i>	<i>Prix unitaire (€ HT)</i>
Frais d'étude de faisabilité non suivie de commande ferme	Emplacement	<b>100 € HT</b>

### 2. Frais relatifs à la Ligne FTTO

<i>Libellé de la prestation</i>	<i>Unité</i>	<i>Prix unitaire (€ HT)</i>
<u>Frais de mise à disposition</u> - pour un Site Standard - pour un Site Distant (1 <sup>ère</sup> Ligne FTTO)	Ligne FTTO Ligne FTTO	<b>480 € HT</b> <b>Sur devis</b>
<u>Redevance :</u> - redevance annuelle au titre de la mise à disposition et de la maintenance d'une Ligne FTTO	Ligne FTTO	<b>1 500 € HT / an</b>

### 3. Option de maintenance étendue

<i>Libellé de la prestation</i>	<i>Unité</i>	<i>Prix unitaire (€ HT)</i>
Redevance annuelle pour l'option de maintenance étendue	Ligne FTTO	<b>960 € HT / an</b>

### 4. Mesure de réflectométrie

<i>Libellé de la prestation</i>	<i>Unité</i>	<i>Prix unitaire (€ HT)</i>
Frais de mesure de réflectométrie	Mesure	<b>700 € HT</b>

## Annexe 2 – Pénalités

Tous les montants mentionnés dans la présente annexe sont exprimés en euros hors taxe et n'entrent pas dans le champ d'application de la TVA. Ils sont applicables à la date de signature du Contrat.

### 1. Pénalités pouvant être dues par l'Usager

<i>Libellé de la pénalité</i>	<i>Unité</i>	<i>Montant unitaire (€ HT)</i>
Pénalité pour résiliation d'une Ligne FTTO avant échéance de la période minimale d'engagement, qu'elle qu'en soit la cause	Ligne FTTO résiliée	80% de la redevance restant due jusqu'à échéance de la période minimale d'engagement
Déplacement à tort	heure	
- en heures ouvrées		79,40 €
- en heures non ouvrées		158,80 €

### 2. Pénalités pouvant être dues par la Régie Auvergne Numérique

#### 2.1. Pénalité en cas de non-respect de la date convenue de mise à disposition

<i>X correspondants au retard par rapport à la date convenue de mise à disposition</i>	<i>Unité</i>	<i>Pénalité due</i>
$X \leq 20$ jours ouvrés	Ligne FTTO	250 €
$20 \text{ jours ouvrés} < X \leq 40 \text{ jours ouvrés}$	Ligne FTTO	500 €
$40 \text{ jours ouvrés} < X \leq 60 \text{ jours ouvrés}$	Ligne FTTO	750 €
$60 \text{ jours ouvrés} < X$	Ligne FTTO	1 000 €

#### 2.2. Pénalité en cas de non-respect de la GTR

##### 2.2.1. *GTR incluse en standard dans le contrat*

En cas de non-respect de la GTR incluse en standard dans le contrat, la Régie Auvergne Numérique sera redevable d'une pénalité forfaitaire de 130 € par Ligne FTTO.

##### 2.2.2. *GTR optionnelle*

En cas de non-respect de la GTR optionnelle prise dans le cadre de l'option de maintenance étendue, la Régie Auvergne Numérique sera redevable de pénalités calculées selon les modalités ci-après :

<i><b>X correspondants au retard par rapport au temps de rétablissement garanti</b></i>	<i><b>Unité</b></i>	<i><b>Pénalité due</b></i>
$X \leq 4 \text{ h}$	Ligne FTTO	250 €
$4 \text{ h} < X \leq 8 \text{ h}$	Ligne FTTO	500 €
$8 \text{ h} < X \leq 16 \text{ h}$	Ligne FTTO	750 €
$16 \text{ h} < X$	Ligne FTTO	1 000 €

Les pénalités réclamées correspondent à une seule et unique tranche et ne sont pas cumulables.

### **2.2.3. Plafond des pénalités de GTR**

Les pénalités réclamées au titre de la GTR incluse en standard dans le contrat et de la GTR optionnelle, respectivement visées aux paragraphes 2.2.1 et 2.2.2 de la présente annexe, ne sont pas cumulables.

Le montant des pénalités de GTR, au titre de la GTR incluse en standard dans le contrat ou de la GTR optionnelle, versées par la Régie Auvergne Numérique chaque année civile pour une même Ligne FTTO est plafonné à 1 500 €.

## **2.3. Pénalité en cas de non-respect de l'IMS**

En cas de non-respect de l'IMS, la Régie Auvergne Numérique sera redevable de pénalités calculées selon les modalités ci-après :

<i><b>X correspondant au dépassement de l'IMS</b></i>	<i><b>Unité</b></i>	<i><b>Pénalité due</b></i>
$0 < X \leq 4 \text{ h}$	Ligne FTTO	250 €
$4 \text{ h} < X \leq 8 \text{ h}$	Ligne FTTO	500 €
$8 \text{ h} < X \leq 16 \text{ h}$	Ligne FTTO	750 €
$16 \text{ h} < X$	Ligne FTTO	1 000 €

Les pénalités réclamées correspondent à une seule et unique tranche et ne sont pas cumulables

## **Annexe 3 – Bon de commande**

Voir fichier joint.

## **Annexe 4 – Points de contact**

Ci-dessous, les coordonnées des différents guichets et points de contact.

### **Guichet unique de traitement des commandes de la Régie Auvergne Numérique**

Mail : [adv.athd@auvergnetreshautdebit.fr](mailto:adv.athd@auvergnetreshautdebit.fr)

Courrier : 8 avenue Yves Brunaud  
31770 Colomiers

### **Guichet unique point de contact de l'Usager pour le traitement des commandes**

Mail :  
Courrier :  
Tel. :

### **Guichet unique de réception des signalisations de la Régie Auvergne Numérique**

Tel. :  
Mail : [sav.athd@auvergnetreshautdebit.fr](mailto:sav.athd@auvergnetreshautdebit.fr)

### **Guichet unique point de contact de l'Usager pour le traitement des signalisations**

Tel. :  
Mail :



## **Annexe 5 – Spécifications Techniques d'Accès au Service**

Voir fichier joint.

## Annexe 6 – Garantie à première demande bancaire

Le soussigné, #dénomination sociale, forme juridique# au capital de #montant du capital# euros, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de #ville# sous le numéro #9 chiffres#, dont le siège social est #adresse siège social#, domiciliée pour les présentes en sa succursale #dénomination# sise au #adresse#, représentée par monsieur #nom, prénom# en qualité de #qualité#, dûment habilité à l'effet des présentes #en vertu d'une délibération spéciale du #conseil d'administration ou de surveillance# en date du #date#, dont une copie certifiée conforme est annexée aux présentes.#

Ci-après dénommé(e) « le garant » ;

Déclare par les présentes, lesquelles constituent de sa part, un engagement autonome et indépendant du Contrat #nom et numéro du Contrat objet de la présente garantie# en date du #date# du Contrat#

Ci-après dénommé « le Contrat »,

conclu entre

La Régie Auvergne Numérique,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »

Et,

#dénomination sociale#, #forme juridique# au capital de #montant du capital# euros, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de #ville# sous le numéro #9 chiffres#, dont le siège social est #adresse siège social#,

ci-après dénommé(e) « le cocontractant »,

S'engager inconditionnellement et irrévocablement au profit du bénéficiaire à lui payer, à première demande de sa part, formulée en une ou plusieurs fois, toutes sommes, et ce jusqu'à concurrence de #montant en lettres# euros ( #montant en chiffres# euros ), et ce dans les conditions ci-après décrites.

Le garant s'engage, à effectuer en faveur du bénéficiaire, le(s) paiement(s) au(x)quel(s) il sera tenu en exécution de la présente garantie, dès réception d'une demande de paiement adressée par le bénéficiaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il est expressément prévu que le garant s'interdit par les présentes, comme une condition substantielle de son engagement, de faire valoir, pour retarder ou se soustraire à l'exécution inconditionnelle et immédiate de la présente garantie et par conséquent au(x) paiement(s) qu'elle met à sa charge, aucune nullité, exception, ni objection, ni fin de non-recevoir quelconques tirées de toutes relations juridiques et/ou d'affaires entre le cocontractant et le bénéficiaire ou tout autre tiers, en particulier en raison du Contrat.

Le garant déclare connaître parfaitement la situation financière et juridique du cocontractant dont il lui appartiendra, dans son propre intérêt, de suivre personnellement l'évolution, indépendamment des renseignements que pourrait éventuellement lui communiquer le bénéficiaire, ce à quoi ce dernier n'est nullement tenu.

La modification ou la disparition des liens ou des rapports de fait ou de droit pouvant exister à ce jour entre le garant et le cocontractant ne pourra dégager ce premier de la présente garantie.

De même, toutes les dispositions des présentes conservent leur plein effet quelle que soit l'évolution financière et juridique du cocontractant garanti.

Tout paiement effectué par le garant dans le cadre de la présente garantie s'imputera sur le montant maximal mentionné ci-dessus et son engagement sera réduit d'autant pour l'avenir.

La présente garantie est soumise au droit français.

Elle n'est pas un cautionnement soumis aux articles 2288 et suivants du code civil. Elle est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du code civil.

La présente garantie à une durée de validité qui commence à la date de sa signature et expire trente mois calendaires après sa signature. En conséquence, toute demande de paiement, telle que prévue ci-dessus, émanant du bénéficiaire, devra, pour être prise en considération, parvenir avant cette date et heure.

Tous les frais et droits des présentes ainsi que de leurs suites seront à la charge du garant.

Fait à #ville#, le #date#.

#nom, prénom, qualité, signature#.

## Annexe 7 – Garantie à première demande société mère

Le soussigné, #dénomination sociale, forme juridique# au capital de #montant du capital# euros, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de #ville# sous le numéro #9 chiffres#, dont le siège social est #adresse siège social#, représentée par monsieur #nom, prénom# en qualité de #qualité#, dûment habilité à l'effet des présentes #en vertu d'une délibération spéciale du #conseil d'administration ou de surveillance# en date du #date#, dont une copie certifiée conforme est annexée aux présentes.#

Ci-après dénommé(e) « le garant » ;

Déclare par les présentes, lesquelles constituent de sa part, un engagement autonome et indépendant du Contrat #nom et numéro du Contrat objet de la présente garantie# en date du #date du Contrat# conclu entre,

Ci-après dénommé « le Contrat »,

La Régie Auvergne Numérique

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »

Et,

#dénomination sociale#, #forme juridique# au capital de #montant du capital# euros, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de #ville# sous le numéro #9 chiffres#, dont le siège social est #adresse siège social#,

Ci-après dénommé(e) « le cocontractant »,

S'engager inconditionnellement et irrévocablement au profit du bénéficiaire à lui payer, à première demande de sa part, formulée en une ou plusieurs fois, toutes sommes, et ce jusqu'à concurrence de #montant en lettres# euros ( #montant en chiffres# euros ), et ce dans les conditions ci-après décrites.

Le garant s'engage, à effectuer en faveur du bénéficiaire, le(s) paiement(s) au(x)quel(s) il sera tenu en exécution de la présente garantie, dès réception d'une demande de paiement adressée par le bénéficiaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il est expressément prévu que le garant s'interdit par les présentes, comme une condition substantielle de son engagement, de faire valoir, pour retarder ou se soustraire à l'exécution inconditionnelle et immédiate de la présente garantie et par conséquent au(x) paiement(s) qu'elle met à sa charge, aucune nullité, exception, ni objection, ni fin de non-recevoir quelconques tirées de toutes relations juridiques et/ou d'affaires entre le cocontractant et le bénéficiaire ou tout autre tiers, en particulier en raison du Contrat.

Le garant déclare connaître parfaitement la situation financière et juridique du cocontractant dont il lui appartiendra, dans son propre intérêt, de suivre personnellement l'évolution, indépendamment des renseignements que pourrait éventuellement lui communiquer le bénéficiaire, ce à quoi ce dernier n'est nullement tenu.

La modification ou la disparition des liens ou des rapports de fait ou de droit pouvant exister à ce jour entre le garant et le cocontractant ne pourra dégager ce premier de la présente garantie.

De même, toutes les dispositions des présentes conservent leur plein effet quelle que soit l'évolution financière et juridique du cocontractant garanti.

Tout paiement effectué par le garant dans le cadre de la présente garantie s'imputera sur le montant maximal mentionné ci-dessus et son engagement sera réduit d'autant pour l'avenir.

La présente garantie est soumise au droit français.

Elle n'est pas un cautionnement soumis aux articles 2288 et suivants du code civil. Elle est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du code civil.

La présente garantie à une durée de validité qui commence à la date de sa signature et expire trente mois calendaires après sa signature. En conséquence, toute demande de paiement, telle que prévue ci-dessus, émanant du bénéficiaire, devra, pour être prise en considération, parvenir avant cette date et heure.

Tous les frais et droits des présentes ainsi que de leurs suites seront à la charge du garant.

Fait à #ville#, le #date#.

## Annexe 8 – Liste des Nœuds de Raccordement Optique

Ci-dessous, la liste des Nœuds de Raccordement Optique de la Régie Auvergne Numérique.

Département	Code INSEE	Libellé NRO	Type	Mois indicatif de mise en service
03	03003	AINAY LE CHATEAU	Armoire	mai-14
03	03019	BEAULON	Armoire	mai-14
03	03029	BILLY	Armoire	mai-14
03	03036	BOURBON-L'ARCHAMBAULT	Shelter	juin-14
03	03084	COSNE	Shelter	mai-14
03	03102	DOMPIERRE	Shelter	juin-14
03	03109	ESCUROLLES	Armoire	juin-14
03	03118	GANNAT	Shelter	juin-14
03	03128	HURIEL	Shelter	déc.-14
03	03132	JALIGNY	Shelter	juil.-14
03	03133	JENZAT	Armoire	juil.-14
03	03146	LIMOISE	Armoire	juil.-14
03	03155	LURCY LEVIS	Shelter	août-14
03	03159	MALICORNE	Shelter	sept.-14
03	03165	MAYET DE MONTAGNE	Armoire	août-14
03	03168	MEAULNE	Armoire	sept.-14
03	03183	LE MONTET	Shelter	nov.-14
03	03217	ST ANGEL	Armoire	sept.-14
03	03221	SAINT-BONNET-TRONCAIS	Shelter	sept.-14
03	03235	ST GERAND LE PUY	Armoire	oct.-14
03	03254	ST POURCAIN S/S	Shelter	août-14
03	03298	VARENNES	Shelter	déc.-14
03	03311	VICQ	Shelter	oct.-14
03	03314	VILLEBRET D'AUTRY	Shelter	août-14
15	15038	CHAMPS SUR TARENTEINE	Shelter	mai-15
15	15054	CONDAT	Shelter	mars-14
15	15089	LADINHAC	Armoire	janv.-14
15	15119	MASSIAC	Shelter	avr.-14
15	15120	MAURIAC	Shelter	nov.-14
15	15122	MAURS	Shelter	sept.-14
15	15138	MURAT	Shelter	août-15
15	15152	PIERREFORT	Armoire	févr.-15
15	15162	RIOM ES MONTAGNE	Shelter	juil.-14
15	15196	SAINT-MAMET	Shelter	févr.-14
15	15235	LES TERNES	Shelter	nov.-14

15	15258	VIC SUR CERE	Shelter	juin-14
15	15265	YDES	Shelter	déc.-14
15	15268	LE ROUGET	Armoire	janv.-14
43	43003	ALLEGRE	Shelter	sept.-14
43	43012	AUREC	Shelter	nov.-14
43	43016	AUZON	Armoire	avr.-15
43	43020	BAS EN BASSET	Shelter	déc.-14
43	43025	BEAUZAC	Shelter	févr.-14
43	43038	BOURNONCLE ST PIERRE	Armoire	mai-15
43	43040	BRIOUDE	Shelter	mars-14
43	43051	CHAMBON SUR LIGNON LE	Shelter	janv.-15
43	43080	CRAPONNE SUR ARZON	Shelter	juin-14
43	43084	CUSSAC-SUR-LOIRE	Shelter	mars-14
43	43087	DUNIERES	Shelter	juil.-14
43	43096	FONTANNES	Shelter	juin-14
43	43115	LAUSSONNE	Armoire	sept.-14
43	43137	MONISTROL SUR LOIRE	Shelter	janv.-15
43	43141	MONTFAUCON	Armoire	juil.-15
43	43153	PONT-SALOMON	Shelter	mars-15
43	43162	RETOURNAC	Shelter	déc.-14
43	43177	ST DIDIER EN VELAY	Shelter	juil.-15
43	43216	ST PAULIEN	Shelter	nov.-14
43	43224	STE SIGOLENE	Shelter	mai-15
43	43234	SAUGUES	Shelter	mai-14
43	43244	TENCE	Shelter	mars-15
43	43268	YSSINGEAUX	Shelter	août-14
63	63001	AIGUEPERSE	Shelter	févr.-15
63	63003	AMBERT	Shelter	juin-14
63	63004	LES ANCIZES	Armoire	sept.-15
63	63010	ARLANC	Shelter	mars-14
63	63022	AUZAT-LA-COMBELLE	Armoire	mai-14
63	63038	BESSE	Shelter	avr.-14
63	63040	BILLOM	Shelter	mars-14
63	63047	LA BOURBOULE	Shelter	avr.-14
63	63050	BRASSAC	Shelter	févr.-14
63	63052	LE BREUIL SUR COUZE	Armoire	juin-15
63	63066	CELLES/DUROLLE	Armoire	oct.-14
63	63080	CHAMPEIX	Shelter	mai-14
63	63102	CHATELDON	Armoire	juin-14
63	63103	CHATEL-GUYON	Shelter	mai-15
63	63118	CONDAT EN COMBRAILLES	Armoire	juin-15
63	63121	COUDES	Armoire	mai-15
63	63132	CUNLHAT	Shelter	juil.-14
63	63149	ENTRAIGUES	Armoire	mai-15
63	63178	ISSOIRE	Shelter	sept.-13

63	63180	JOZE	Armoire	mai-15
63	63198	LOUBEYRAT	Armoire	avr.-15
63	63210	MARINGUES	Shelter	août-14
63	63231	LA MONNERIE	Armoire	juil.-14
63	63245	MOZAC	Shelter	avr.-15
63	63248	NEBOUZAT	Armoire	mars-15
63	63281	PIONSAT	Armoire	févr.-15
63	63283	PONTAUMUR	Shelter	sept.-14
63	63291	PUY GUILLAUME	Shelter	oct.-14
63	63295	RANDAN	Shelter	sept.-14
63	63302	ROCHE BLANCHE	Shelter	juin-15
63	63305	ROCHEFORT	Armoire	août-15
63	63315	ST AMANT	Shelter	nov.-14
63	63338	SAINT-ELOY-LES-MINES	Shelter	nov.-14
63	63352	ST GERMAIN LEMBRON	Armoire	juil.-15
63	63354	ST GERVAIS	Shelter	janv.-15
63	63393	ST REMY S/DUROLLE	Shelter	janv.-15
63	63430	THIERS	Shelter	mars-15
63	63430	THIERS LE CHAMBONPONT DE DORE	Armoire	avr.-15
63	63453	VERTAIZON	Shelter	déc.-14
63	63454	VERTOLAYE	Armoire	avr.-15
63	63455	VEYRE MONTON	Shelter	juil.-15
63	63457	VIC LE COMTE	Shelter	déc.-14